

Grand angle

Économie sociale et solidaire

Une loi cadre pour déverrouiller le secteur s'impose

● **L'absence de chiffres sur l'économie sociale et solidaire au Maroc, ne permet pas un réel décollage encore moins une gouvernance à même de le hisser au rang de secteur à part entière. Trois conventions signées sur la formation et le financement afin de libérer les potentialités au niveau local et surtout régional.**

Les premières assises de l'économie sociale et solidaire (ESS) ont démarré, vendredi, à Skhirat en présence du Chef du gouvernement (voir encadré). Sur deux jours, responsables gouvernementaux, experts mondiaux, coopératives et ONG ont débattu des moyens et mécanismes à mettre en œuvre au Maroc pour une bonne intégration des politiques sectorielles dans le développement social. D'entrée de jeu, Fatima Marouane, ministre de l'Artisanat et de l'économie sociale et solidaire, a souligné qu'il s'agit d'une occasion pour mettre en œuvre les grandes réformes dans le secteur de l'ESS visant une société solidaire. C'est en fait, une plateforme ouverte pour l'échange des idées et des expériences entre les pays représentés. La volonté est de mettre à niveau les différentes filières de l'ESS pour une meilleure organisation en interne et partant un accès plus souple aux marchés. Tout cela rappelle les engagements de la déclaration gouvernementale qui faisait de l'ESS un tremplin pour la création d'emploi et offrir des perspectives pour les femmes et les jeunes. Dans cette perspective, le rôle du Conseil économique, social et environnemental (CESE) a été primordial pour clarifier les concepts et émettre des recommandations. L'ESS a joué un rôle de premier plan



au sein de l'UE employant 6,5% de la population active, un taux qui peut aller jusqu'à 10% pour certains pays européens. C'est un facteur amortissant ayant permis de surmonter la crise de 2008.

Le défi de la gouvernance

Au Maroc, l'INDH a joué presque le même rôle en poussant vers un modèle intégré repris ensuite par plusieurs pays africains. Mais pour une contribution plus importante dans le PIB, en tout cas mieux que les 1,6% enregistré, il va falloir redoubler d'effort. Le secteur n'a pas besoin de gros financements, mais d'hommes et de femmes nourris de cette volonté d'amélioration de leur vécu. C'est de la responsabilité du gouvernement, affirme la ministre, de mobiliser les financements et les lois pour arriver à cet objectif. À plus forte raison que la régionalisation est à même de pousser vers

cet idéal. Ainsi, la dynamique de l'ESS offre des potentialités pour surmonter la crise sur la base des valeurs de solidarité et d'équité pour permettre le développement des zones éloignées. Le ministère a mis en place la base juridique à travers la loi 112-12 sur les coopératives, tandis qu'il œuvre aujourd'hui pour la mise en place d'une loi cadre de l'ESS et une autre sur le commerce équitable. Ceci dans l'objectif notamment d'une meilleure commercialisation des produits solidaires et des coopératives. Les assises se sont donc avérées une chance pour échanger les idées et les expertises entre les acteurs du secteur. La gouvernance reste le vrai défi pour harmoniser les politiques sectorielles et l'intégration entre les différents départements et les ONG. Dans ce sens, Fatima Marouane a annoncé que son ministère est prêt à organiser un col-

●●●
Il faut mobiliser les financements et accélérer les lois pour permettre au secteur d'exprimer tout son potentiel.

loque international dans le sud du Maroc et de créer un observatoire africain de l'ESS. Pour sa part, Nizar Baraka, président du CESE, a souligné que le secteur est une vraie solution pour atténuer le gap entre les différentes couches sociales. En effet, les dimensions et l'esprit de l'ESS s'inscrivent dans l'ADN du CESE depuis sa création. Un avis sur le secteur a été rendu public en 2013 sur demande des conseillers pour libérer les potentialités suivi d'un rapport en 2015 portant sur le développement intégré avec une recommandation phare sur le besoin d'une stratégie nationale en matière d'ESS.

L'humain prend le dessus

Le CESE avait insisté sur la mise en place d'une loi cadre unifiée et d'améliorer la gouvernance au niveau régionale. Mieux encore, Nizar Baraka a mis l'accent sur l'importance de l'accès des acteurs de cette économie aux marchés publics voire même garantir un pourcentage dans certains secteurs. Marine Pinville, secrétaire d'État français chargée du commerce de l'artisanat et de l'ESS, a parlé de pas moins de 2,5 millions de salariés dans l'ESS en France. Pour elle, l'ESS privilégie le long terme sur l'immédiateté et l'humain sur l'obsession du profit. Elle offre du sens à des sociétés sans repères. La France a mis en place sa première loi cadre sur l'ESS en 2014 représentant un cadre juridique de l'entrepreneuriat solidaire. C'est un périmètre particulièrement inclusif a conclu la ministre. La première journée des assises a été scellée par la signature de trois conventions avec les ministres de l'enseignement supérieur et de l'Éducation nationale pour mettre en place un programme de formation aux profit des acteurs de l'ESS et enfin entre le Groupe banque populaire et l'ODCO (Office de développement de la coopération).

●
 PAR **MOSTAFA BENTAK**
 m.bentak@leseco.ma

«De l'or» dans les terres collectives

Le chef du gouvernement qui a toujours à cœur les questions liées au social, a marqué les assises par une intervention amusante, comme d'habitude, mais profonde. Abdellah Benkirane a estimé que le Maroc profite d'une stabilité qui permet de débattre confortablement loin des soubresauts provoqués par ce qu'on appelle le printemps arabe. Mais pour lui, ce n'est pas une raison pour dormir sur ses lauriers. Le Chef du gouvernement a souligné que ceux qui ne peuvent pas travailler doivent recevoir de l'aide qui n'est aucunement comme d'aucuns laissent entendre une rente. Et d'ajouter que la solidarité sociale est dans les mœurs des marocains depuis toujours. En atteste, l'existence des terres collectives partout dans le pays. «Nous pouvons extraire de l'or de ce secteur qu'est l'ESS à condition d'en améliorer la gouvernance», a-t-il précisé.